

# En Thaïlande, les jeunes face à la monarchie et à l'armée

samedi 22 mai 2021, par [MERIEAU Eugénie](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2021).

**La jeunesse thaïlandaise est dans la rue. Le 24 juin 2020, ils n'étaient qu'une petite cinquantaine à se retrouver au Monument de la démocratie, dans le centre de Bangkok, pour commémorer l'anniversaire de la révolution de 1932 ayant mis fin à la monarchie absolue dans ce qui s'appelait encore le « Siam », alors seul État indépendant d'Asie du Sud-Est. Trois mois plus tard, le 19 septembre, jour anniversaire du coup d'État militaire de 2006 qui mit un coup d'arrêt à la « transition démocratique », ils étaient plusieurs dizaines de milliers face au Palais royal.**

La contestation actuelle s'inscrit dans la continuité du mouvement des « chemises rouges » [1], né en opposition à ce coup d'État — lequel appelait à « achever » la révolution de 1932 et à réhabiliter sa figure historique, Pridi Panomyong, juriste formé en France dans les années 1920, dans une III<sup>e</sup> République devenue le centre de formation des jeunes révolutionnaires de toute l'Asie. Mais, en 2010, ce mouvement est réprimé dans le sang : l'armée ouvre le feu sur les manifestants, en tuant quatre-vingt dix et en blessant près de deux mille, de quoi faire taire la contestation sociale.

Dix ans plus tard, les manifestants sont jeunes, voire très jeunes. En majorité lycéens et étudiants nés dans les années 2000, ils sont fans de K-pop, de *Hunger Games* et de *Harry Potter*, mais ils arborent aussi sur leurs tee-shirts le portrait de Somsak Jiemteerasakul, historien majeur, critique de la monarchie, né en 1958 et réfugié politique en France. S'ils n'ont pour la plupart que de vagues souvenirs de 2010, ils peuvent se prévaloir, en dépit de leur jeune âge, d'une déjà très riche expérience : deux coups d'État [2], quatre Constitutions (2006, 2007, 2014, 2017), la mort d'un roi — Bhumibol Adulyadej, en 2016, après soixante-dix ans de règne — et l'accession au trône de son successeur — Vajiralongkorn, couronné Rama X en 2019. Avec le soutien affiché d'une partie de leurs aînés, parents et professeurs, mais également d'anciennes « chemises rouges », ils réclament une réforme de la monarchie et une nouvelle Constitution.

Tout a commencé avec la dissolution du parti Nouvel Avenir (Anakot Mai) par la Cour constitutionnelle en février 2020. Ce dernier avait été fondé en mars 2018 par trois trentenaires : M. Thanathorn Jeungrungruangkit, l'héritier multimillionnaire d'une entreprise industrielle, M. Chaitawat Tulathon, éditeur de livres critiques à l'égard de la monarchie, et M. Piyabutr Saengkanokkul, professeur de droit public. Le parti participe à l'élection de mars 2019, la première depuis le dernier coup d'État militaire mené par le général Prayuth Chan-ocha. À la surprise générale, il obtient près de 20 % des suffrages, ce qui l'érige en troisième force politique du pays, après le parti politique des militaires et celui d'opposition des anciens premiers ministres Thaksin Shinawatra et sa sœur Yingluck Shinawatra, renversés par les coups d'État de 2006 et 2014 respectivement. Au Parlement, où siègent cinq cents députés, les quatre-vingts élus de Nouvel Avenir — dont la première parlementaire trans de l'histoire du royaume — exigent la fin du service militaire et une réduction du budget de l'armée. Plus tabou encore, ils s'opposent frontalement aux décrets du roi, notamment au transfert d'une partie des effectifs militaires sous son commandement direct. Ces prises de position en rupture avec l'establishment militaro-monarchique, tandis que le

premier parti d'opposition se mure dans le mutisme, leur gagnent de nombreuses faveurs, notamment parmi ceux qui veulent dépasser l'ancien clivage jaune-rouge [3] de leurs parents au sein duquel ils ne se reconnaissent pas.

Nouvel Avenir, au logo orange, s'était dès sa fondation engagé dans une stratégie « populiste de gauche », faisant le pari d'un dépassement des oppositions entre zones urbaines et rurales, entre classes moyennes et classes populaires, en désignant un ennemi commun : l'oligarchie militaro-monarchique. Cette stratégie, couronnée de succès, explique l'ampleur de la mobilisation actuelle. Après la dissolution du parti, alors que les dirigeants sont frappés d'une peine d'inéligibilité de dix ans, leurs électeurs et leurs soutiens partout dans le pays décident de réagir, bien que la crise du Covid-19 les empêche dans un premier temps de se rassembler. Le gouvernement décrète l'état d'urgence et impose même pour quelques semaines un couvre-feu à 23 heures.

C'est dans ces conditions qu'est annoncée, début juin 2020, la disparition de M. Wanchalerm Satsaksit, un militant de 32 ans proche des électeurs de Nouvel Avenir, qui s'était enfui au Cambodge après 2014, comme nombre de ses pairs. Que son meurtre ait été commandité par le régime ne fait que peu de doute : depuis 2016, plusieurs opposants en exil ont ainsi « disparu » avant que leur corps ne soit retrouvé flottant dans les eaux du Mékong, lesté de pierres à la place des entrailles.

Peut-on vraiment qualifier le système politique thaïlandais de « monarchie constitutionnelle » ? Certes, en 1932, le Siam adopte sa première Constitution. À l'issue d'un conflit entre les promoteurs de la révolution et le roi sur les prérogatives royales, ce dernier abdique en 1935. S'installe alors une période de régence, durant laquelle le pays se militarise puis entre dans la seconde guerre mondiale aux côtés du Japon... avant de se revendiquer vainqueur avec les Alliés. Non seulement la société siamoise échappe au sort japonais d'une démilitarisation forcée, mais les Américains soutiennent massivement l'armée dans le cadre de leur politique de *containment* (« endiguement ») anticommuniste dans la région. En 1958, après une prise de pouvoir par coup d'État, le général Sarit Thanarat s'inspire de de Gaulle pour se faire tailler une Constitution sur mesure incluant un article sur les pleins pouvoirs : l'« article 17 » sera utilisé pour réprimer les communistes, les républicains et les démocrates, décréter des exécutions sommaires et développer l'économie du pays.

Dans le même temps, le régime militaire s'emploie à faire renaître la monarchie de ses cendres et reprend en main le bouddhisme, monarchie et religion étant considérées comme les parfaits antidotes aux idées communistes. La stratégie se traduit par un relatif échec, les idées marxistes se diffusant massivement dans les villes et les campagnes tout au long des années 1960 et 1970, aboutissant en 1973 à une grande manifestation à Bangkok pour réclamer la démission des militaires du gouvernement. Ces derniers partiront en effet, abandonnés par une monarchie soucieuse de se réinventer en force prodémocratie.

Néanmoins, cette victoire des manifestants est de courte durée : en 1976, les milices paramilitaires proches du Palais massacrent les étudiants « marxistes » par dizaines, organisant des lynchages publics et des viols. Un épisode qui laisse un traumatisme béant dans la conscience collective des Thaïlandais, et qui signe le retour de l'armée en politique. Depuis 1976, malgré des flux et des reflux, l'armée et la monarchie conservent un rôle politique de premier plan.

Avec son accession au trône, le nouveau roi Vajiralongkorn donne une impulsion néo-absolutiste. Il s'approprie les « biens de la Couronne », financés par le budget de l'État et par des dividendes issus des grandes entreprises thaïlandaises — ce qui en fait le monarque le plus riche du monde [4]. Il s'octroie le pouvoir de nomination du chef de l'Église bouddhique, et place une partie de l'armée sous son commandement direct. Il demande également à ce que soit révisée la Constitution adoptée par référendum, pour que soit supprimée la nécessité d'une régence en cas d'absence du royaume.

Et pour cause : il a passé la majorité de son début de règne hors du pays, dans une immense villa en Bavière.

Pas étonnant que, le 26 octobre 2020, les manifestants décident de marcher jusqu'à l'ambassade d'Allemagne ; ils exigent, par une lettre remise à l'ambassadeur, que Berlin fasse toute la lumière sur les agissements du roi dans sa villa bavaroise. Attaqué, Vajiralongkorn se résout à repousser son départ pour orchestrer une campagne de communication visant à se construire une image de monarque populaire. Plusieurs manifestations royales sont organisées, au cours desquelles il se rend au contact de ses sujets agenouillés. À certains d'entre eux, il fait passer des messages politiques, soigneusement enregistrés sur iPhone et diffusés sur les réseaux sociaux comme « images volées ». Il s'adresse ainsi à Buddha Issara, un moine ultranationaliste faisant l'apologie de la violence contre les antiroyalistes, lui renouvelant son soutien. À un quidam qui avait organisé une contre-manifestation proroyaliste, il déclare : « *Quel courage, quelle bravoure, merci bien* », triptyque vite devenu un mème dans les manifestations, et l'instrument d'incessantes moqueries sur le Web.

À un journaliste de CNN [5] l'interrogeant au cours d'un de ces bains de foule sur ce qu'il avait à dire « *aux jeunes qui manifestent* », il répond : « *Nous les aimons tout autant.* » Et à la question « *Y a-t-il une place pour le compromis ?* », il assure tout sourire : « *La Thaïlande est la terre des compromis.* » Il peut, en effet, se targuer d'en avoir réalisés : en 2017, il ordonne un moratoire sur la loi de lèse-majesté, immédiatement appliquée par la police, l'armée et la justice. Plus de doute pour savoir qui, de l'armée ou du roi, « commande » : le régime militaire est sous commandement royal. C'est la raison pour laquelle les jeunes Thaïlandais adressent leurs revendications directement à Vajiralongkorn plutôt qu'au premier ministre, le général Prayuth, perçu comme son intermédiaire.

Ils demandent notamment le retour au régime de séparation entre les biens de la Couronne et les biens personnels du roi. Le 14 octobre 2020, lorsqu'un convoi royal passe à proximité des manifestants, ces derniers ne se prosternent pas devant la reine, comme le veut la tradition, mais chantent : « *Mes impôts, mes impôts, rendez-moi mes impôts.* » Le budget annuel alloué à la monarchie s'élève à environ 1 milliard d'euros pour 2020, plus quelques milliards répartis entre les ministères pour l'organisation des cérémonies royales, la mise en œuvre des projets royaux, l'achat et l'entretien des avions royaux, la protection royale, etc. Et si ce budget servait à financer un État social ? Dans les manifestations, les participants sont donc invités à choisir quelle réallocation leur paraîtrait la plus appropriée : congé parental, sécurité sociale, retraites... Certains militent en faveur d'un revenu de base universel pour les jeunes, une proposition également portée par le Nouvel Avenir.

Mais la contestation porte sur tous les aspects de la société, et en particulier contre la « culture de l'autoritarisme » : contre la cérémonie du *wai khru*, au cours de laquelle écoliers, collégiens et lycéens se prosternent aux pieds de leurs professeurs pour leur rendre hommage, contre le port de l'uniforme, contre la coupe de cheveux exigée à l'école, contre le service militaire, contre le harcèlement sexuel, pour l'avortement, pour les droits LGBT. La figure de proue des manifestants, M<sup>me</sup> Panusaya « Rung » Sithijirawattanakul, 22 ans, désignée par la British Broadcasting Corporation (BBC) comme l'une des « 100 femmes les plus influentes [6] » du monde cette année, avait été l'une des premières à dénoncer, en 2019, les violences sexuelles au sein du mouvement des étudiants du parti Dome Revolution à la prestigieuse université Thammasat. Si cette contestation s'inscrit dans la continuité du mouvement des « chemises rouges », elle s'en éloigne donc par ses nombreuses revendications sociétales, son rejet des hiérarchies et de l'autorité. Et il n'y a pas de leaders désignés.

Les manifestants ont également innové dans les techniques de mobilisation. Les « chemises rouges » se rassemblaient les week-ends, organisant d'immenses manifestations dans des stades, au cours desquelles se succédaient discours, concerts, shows comiques, karaokés, spectacles de *drag queen*

et danses, pendant de longues heures voire des semaines — pour se transformer parfois en campements de longue durée. La nouvelle génération reprend ce côté festival-campement, pour des manifestations impressionnantes de professionnalisme : scènes sécurisées, système sonore ultraperformant, camions Internet déployés pour offrir du signal 4G aux manifestants en cas de coupure, drones de surveillance. Leur financement participatif doit beaucoup, comme en 2010, aux célébrités et à de riches femmes et hommes d'affaires mais surtout, ils comptent désormais une force dotée de superpouvoirs sur Internet : l' « armée » de la K-pop thaïlandaise.

Les manifestants tournent leur regard vers Hongkong, d'où ils importent des techniques de *flash mob*, moins coûteuses, se caractérisant par des manifestations quotidiennes et mobiles, l'usage de parapluies et de lasers, et dernièrement, de canards jaunes gonflables. Cette circulation de techniques entre Hongkong et Bangkok s'accompagne d'un développement de solidarités au sein de la Milk Tea Alliance, l'alliance des « pays qui boivent du thé au lait », contre la Chine et ce qu'elle représente de verrouillage de la liberté d'expression. M. Joshua Wong, l'une des figures de la contestation hongkongaise, s'est même piqué d'une lettre à l'entreprise américaine NonLethal Technologies, qui fabrique les grenades lacrymogènes utilisées dans les deux villes, signée des manifestants thaïlandais et hongkongais.

Jusqu'à présent, le pouvoir militaire thaïlandais a fait preuve d'une certaine retenue face aux manifestants, qui contraste avec la brutalité de la répression en 2010 : gaz lacrymogènes et canons à eau à deux reprises au cours de ces longs mois de manifestations quasi quotidiennes. Cela ne tient pas à la nature du régime — démocratie civile alors, contre régime militaire semi-démocratique aujourd'hui —, mais davantage au statut social des manifestants. En 2010, les « chemises rouges » tuées à balles réelles par l'armée étaient appelées péjorativement « buffles rouges » : il s'agissait de provinciaux, à la peau foncée, considérés comme illettrés, moqués pour leur accoutrement et leurs manières, traités de communistes, de révolutionnaires et de terroristes. Aujourd'hui, les manifestants sont majoritairement de jeunes urbains, clairs de peau, instruits, en uniforme immaculé, souvent sino-thaïs, des Bangkokiens de la classe moyenne. Tire-t-on sur ses propres enfants ?

Toutefois, plusieurs sources confirment que le régime incite les militaires et policiers à passer l'habit jaune royaliste pour participer à des contre-manifestations, intimider et éventuellement générer des affrontements. Jusqu'alors, cette tactique a été vaine : les royalistes peinent à recruter, et, quand ils y parviennent, c'est davantage en souvenir de l'ancien roi Bhumibol qu'en soutien au régime actuel.

Contrairement à 2010, le dialogue ne semble pas impossible. Dans les émissions de débat télévisé, comme la quotidienne « Tham trong » (« question directe »), les invités des deux camps débattent sans (forcément) finir par s'insulter, telle l'émission du 27 novembre sur les finances de la monarchie, qui affiche près d'un million et demi de vues [sur Youtube](#).

Comme M<sup>me</sup> Carrie Lam, cheffe de l'exécutif à Hongkong, M. Prayuth table sur un essoufflement du mouvement à la faveur de l'arrestation de personnes considérées comme « leaders ». Néanmoins, les juges thaïlandais, notamment dans les cours de première instance, n'ont pas tellement coopéré, se montrant bien plus indulgents à l'égard de ces jeunes qu'ils ne l'avaient été face aux « chemises rouges ». Alors que « Rung » et d'autres figures du mouvement étaient arrêtées pour organisation de manifestation non autorisée, les juges les ont libérées sous caution, après quelques jours de détention provisoire. C'est sans doute la raison pour laquelle le régime, probablement sur ordre du roi, a décidé de rétablir la loi de lèse-majesté. Contre toute attente, les manifestants accusés de lèse-majesté depuis le 30 novembre dernier n'ont pas été placés en détention provisoire. La défection d'une partie des juges est, faut-il le rappeler, un signe précoce de l'imminence d'un changement de régime.

Dans tous les cas, le tabou de la monarchie a sauté, et donc il n'est pas abusif d'affirmer que, quelle qu'en soit l'issue, ces manifestations ont déjà transformé en profondeur la politique thaïlandaise. Les anciens laisseront la place à cette nouvelle génération, qui ne croit ni en l'armée ni en la monarchie. Comme l'un des mots d'ordre des manifestants le dit clairement : « Vous avez voulu déconner avec la mauvaise génération ... cela va devoir s'arrêter avec notre génération. »

---

**Eugénie Mérieau** Politiste et juriste, auteure notamment de *La Dictature, une antithèse de la démocratie ? 20 idées reçues sur les régimes autoritaires* et *Idées reçues sur la Thaïlande*, Le Cavalier Bleu, Paris, respectivement 2019 et 2018.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

---

## **P.-S.**

Le Monde diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/01/MERIEAU/62696>

---

## **Notes**

[1] Lire Xavier Monthéard, « [Le roi, les élites et le peuple thaï](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010 ; et Eugénie Mérieau, *Les Chemises rouges de Thaïlande*, IRASEC, Paris/Bangkok, 2013.

[2] Lire David Camroux, « [Douzième coup d'État en Thaïlande](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

[3] Les « chemises jaunes », royalistes et pro militaires, s'opposent aux « chemises rouges ».

[4] Hillary Hoffower, « [Meet the 10 richest billionaire royals in the world right now](#) », *Business Insider*, 17 juillet 2019.

[5] Jonathan Miller, « [Thai king makes rare public comments amid pro-democracy protests](#) », CNN, Atlanta, 1<sup>er</sup> novembre.

[6] « [BBC 100 women 2020, Who is on the list this year](#) », BBC, Londres, 23 novembre 2020.